



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

01 juin 2021

Evolution de la situation sanitaire

L'augmentation du nombre de cas hebdomadaires s'accroît (+ 11 894 contre + 9 775 la semaine précédente).

La croissance des nouveaux cas hebdomadaires dans le monde diminue pour la 5^{ème} semaine d'affilée mais avec

une moins forte intensité (-6,8 % contre -22,0 % la semaine dernière). Pour la 10^{ème} semaine consécutive, le nombre de nouveaux cas hebdomadaires diminue en Ethiopie (+ 1 605; +14 517 début avril). En Ouganda, celui-ci augmente très fortement (+5 745, le double de la semaine dernière) et arrive à un niveau jamais atteint depuis le début de la pandémie.

** Le nombre de cas reportés par l'OMS peut subir, compte tenu des délais de transmission, un léger décalage avec les données nationales, variable pour chaque pays. Aussi, la stabilité du nombre de cas en Tanzanie reflète l'arrêt de la comptabilisation par le gouvernement depuis fin avril.*

Pays \ Date	Nombre de cas			Nombre de décès		
	23/5	30/5	6/6	23/5	30/5	6/6
Burundi	4 494	4 754	4 905	6	6	8
Comores	3 940	3 949	3 956	146	146	146
Djibouti	11 491	11 527	11 556	152	154	154
Erythrée	3 932	4 061	4 461	14	14	14
Ethiopie	268 901	271 200	272 805	4 068	4 143	4 201
Kenya	168 108	170 485	172 325	3 049	3 141	3 264
Madagascar	40 780	41 234	41 631	793	829	859
Maurice	1 322	1 393	1 458	17	17	18
Rwanda	26 424	26 780	27 162	348	349	359
Seychelles	10 433	11 415	12 238	38	40	42
Somalie	14 623	14 653	14 729	767	768	773
Soudan du Sud	10 670	10 688	10 688	115	115	115
Soudan	34 889	35 479	36 004	2 446	2 628	2 697
Tanzanie	509	509	509	21	21	21
Ouganda	43 507	45 931	51 676	350	362	374
Total AEOI	639 529	649 304	661 198	12 330	12 733	13 045

❖ Burundi

Signature d'un accord entre les chambres de commerce kenyane et burundaise

Suite à la visite du Président burundais, Ndayishimiye, fin mai 2021 à Kisumu, un accord a été signé entre les chambres de commerce kenyane et burundaise pour faciliter les investissements et les échanges commerciaux entre les deux pays. Celui-ci se matérialise par la suppression des barrières tarifaires en vue de faciliter le transport par camion de marchandises telles que les produits pharmaceutiques, le pétrole et les produits agricoles à forte valeur ajoutée. La crise politique burundaise en 2015 a fortement affecté les exportations burundaises vers le Kenya (principalement composées de thé, café, malte et combustibles minéraux) : alors qu'elles s'élevaient à 13,4 MUSD en 2015, celles-ci ont chuté à 1,5 MUSD en 2019 et 3,6 MUSD en 2020. En retour, les exportations kenyanes (produits laminés plats en fer, huiles de pétrole, confiseries) vers le Burundi, s'élèvent à 58,7 MUSD en 2020, contre 67,4 MUSD en 2019 et 71,4 MUSD en 2017. La suppression des barrières tarifaires stipulée par l'accord permettra de réduire le prix des marchandises kenyanes. Sur le marché burundais, les produits kenyans sont plus chers que ceux des autres pays, notamment en raison des taxes payés par les exportateurs à la frontière tanzanienne.

❖ Comores

La Banque centrale des Comores mise sur le *mobile banking* pour améliorer l'inclusion financière à Mohéli

La BCC compte sur une politique de proximité afin d'encourager les populations à avoir recours aux services de *mobile banking* et améliorer le taux de bancarisation de l'île de Mohéli (18 % actuellement) et atteindre son objectif de 70 % de bancarisation au niveau national d'ici cinq ans (contre 22 % actuellement). Une digitalisation

accrue des services financiers nécessiterait 0,8 MEUR d'investissements selon le gouverneur de la BCC et devrait permettre de réaliser des économies dans la fabrication et le transport des billets. L'amélioration de l'inclusion financière s'inscrit dans la volonté de soutenir la politique économique du gouvernement en multipliant les crédits au secteur privé.

❖ Djibouti

Développement de la géothermie à Djibouti

Sur financements du Fonds koweïtien KFAED et du Fonds arabe FADES (6,5 MUSD), la compagnie kenyane Kengen (*Kenya Electricity Generating Company*) devrait débuter début juin le forage de 3 puits géothermiques sur le site de Gale-Le-Koma, près du Lac Assal. Ces puits font partie du projet pilote qui vise à construire la 1^{ère} centrale géothermique du pays (capacité de 15 MW/50 MW prévue à terme) pour un coût estimé à 25 MUSD sur financement de la Banque Africaine de Développement. Dans le cadre du programme Vision 2035, le gouvernement djiboutien ambitionne d'atteindre l'autonomie énergétique avec un mix 100 % d'énergies renouvelables produites à Djibouti, afin de limiter sa totale dépendance aux importations d'Éthiopie et aux combustibles pour les centrales thermiques.

❖ Érythrée

L'Érythrée a fêté ses 30 ans d'indépendance

L'Érythrée est indépendante depuis sa scission avec l'Éthiopie en 1991 (entérinée le 24 mai 1993). Dirigée par Issayas Afeworki, le pays a signé en juillet 2018, un « accord de paix et de fraternité » avec l'Éthiopie qui avait marqué une potentielle reprise des relations économiques entre les deux pays : réouverture de lignes aériennes, possibilité d'utiliser les ports érythréens, remise en place des services de télécommunications entre les

deux pays. Néanmoins, près de 3 ans plus tard, les flux de biens et de personnes n'ont pas augmenté et l'Érythrée a pris part au conflit dans le nord de l'Éthiopie (région du Tigré) en déployant des troupes militaires accusées de commettre des exactions malgré des appels à un retrait immédiat. En réponse à ces exactions, les États-Unis ont suspendu l'attribution des visas aux fonctionnaires érythréens « responsables ou complices d'entraver la résolution de la crise au Tigré ».

🌍 Ethiopie

Retards dans la construction d'une usine d'engrais à Dire Dawa

Alors qu'en 2016, OCP – groupe marocain de production d'engrais – avait signé un contrat (évalué à 3,7 Mds USD) avec l'*Ethiopian Chemical Industry Corporation* (ECIC) pour la construction d'une usine d'engrais dans le parc industriel de Dire Dawa, ce projet est au point mort. Bien que la phase d'étude a été finalisée, la 2^{ème} phase (FEED) a pris du retard en raison de la pandémie et de l'instabilité politique, qui ont retardé les négociations tripartites (gouvernement éthiopien, OCP et Poly-GCL- entreprise chinoise). L'Éthiopie étant le 1^{er} consommateur d'engrais en Afrique sub-saharienne (36 kg/Ha contre 20 kg/Ha dans le reste de l'Afrique sub-saharienne), cette usine aurait permis de réduire sa dépendance aux importations d'engrais (598 MUSD en 2019/20, fournies par l'OCP), en particulier dans un contexte de demande croissante (+ 16,3 % par an en moyenne).

🌍 Kenya

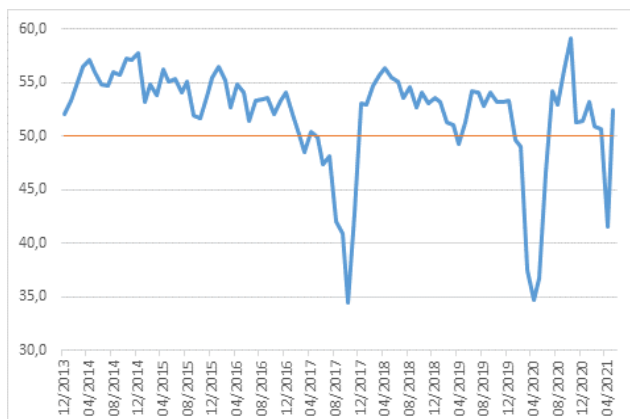
La Central Bank of Kenya maintient un taux directeur à 7,0 % pour la 10^{ème} fois consécutive

Le 3^{ème} *Monetary Policy Committee* de l'année s'est tenu le 26 mai dernier. Au Kenya, l'activité économique reprend progressivement mais reste en dessous de son niveau habituel, en particulier dans les secteurs de l'agriculture, de la

construction, de l'immobilier, des télécommunications et pour le secteur financier et de l'assurance. La croissance du crédit au secteur privé se maintient malgré une légère baisse en avril (7,7 % contre 9,1 % en mars) et les portefeuilles des banques sont en cours d'assainissement avec une part des prêts non performants qui s'établissent à 14,2 % en avril, première baisse depuis mars 2020. Les exportations de biens ont progressé de 5,5 % sur les 4 premiers mois de l'année en glissement annuel, portées par l'horticulture et les biens manufacturés, tandis que les exportations de services souffrent encore du ralentissement des déplacements internationaux. Les sondages réalisés en amont du MPC auprès de divers agents économiques témoignent d'un optimisme généralisé quant à la reprise mais aussi d'une prudence en raison des incertitudes sur l'évolution de la pandémie. L'inflation se maintenant dans la fourchette cible (2,5 %-7,5 %) à 5,8 % en avril, le MPC a maintenu son taux directeur à 7,0 % pour la 10^{ème} fois consécutive depuis mars 2020. Le prochain comité se tiendra en juillet.

Le PMI augmente à son plus haut niveau depuis 4 mois

Le *Purchasing Manager Index* (PMI) kenyan, un sondage réalisé auprès des chefs d'entreprises qui a vocation à représenter l'activité du secteur privé kenyan (un score en dessous de 50 représente une contraction, au-dessus une croissance), s'établit à 52,5 en mai, soit une augmentation de 26,3 % par rapport au mois d'avril où il avait atteint 41,5 ; son plus bas niveau depuis le début de la pandémie au 2^{ème} trimestre 2020 au Kenya (37,5 en mars 2020 ; 34,8 et 36,7 les deux mois suivants). Cette forte contraction en avril s'explique par la mise en place de mesures sanitaires par le gouvernement fin mars, afin de lutter contre la 3^{ème} vague de la Covid. En mai, d'après la *Stanbic Bank*, la conjoncture du secteur s'est partiellement redressé avec la levée d'une partie des mesures sanitaires qui aurait permis de relancer la demande interne et les nouvelles commandes à l'industrie.

Figure 1: *Purchasing Manager Index, Kenya*

Proposition de loi pour plafonner les concessions à 30 ans

Si le parlement adopte la proposition d'amendements à la loi sur les PPP de 2013 du National Assembly Committee on Finance and National Planning, la période de concession pour les investisseurs impliqués dans des projets publics de Construction, Exploitation et Transfert (BOT), sera plafonnée à 30 ans au Kenya. Actuellement, il n'existe aucun délai légal fixé par le gouvernement kényan quant à la période pendant laquelle les investisseurs peuvent exploiter ce type de projet, bien qu'en moyenne les concessions sont accordées pour une période de 25 à 30 ans. Par exemple, l'Express Highway à péages, reliant l'aéroport international Jomo Kenyatta (JKIA) à la jonction James Gichuru sur Waiyaki Way, fait l'objet d'une concession de 27 ans, avec un investissement initial de plus de 550 MUSD de l'entreprise chinoise *China Road and Bridge Construction*. L'autoroute à péages Nairobi – Nakuru – Mau Summit, qui fait l'objet d'un investissement d'environ 1,5 Md USD du consortium français Rift Valley Connect, sera cédée à l'État après une période d'exploitation de 30 ans.

Madagascar

Le programme intégré d'assainissement d'Antananarivo (PIAA 2) entame sa seconde phase

Le programme intégré d'assainissement d'Antananarivo PIAA entame sa seconde phase à en juin 2021. Il vise à limiter l'impact des inondations qui touchent un tiers de l'agglomération en saison des pluies et à améliorer la qualité de vie des habitants de la capitale. Il sera marqué par le début des travaux de gestion des eaux usées. La première phase, lancée en 2016, a permis la mise en place de cinq stations de pompes, huit ouvrages de vanne et d'aménager le site de la décharge d'Andralanitra. Elle a bénéficié d'un financement de 34 MEUR dont 28 MEUR de l'AFD, 3 MEUR de l'UE et 6 MEUR de l'Etat malgache. La seconde phase pourrait bénéficier d'un financement total de 50 MEUR selon l'AFD.

Maurice

L'association des contribuables mauriciens demande un relèvement du seuil d'exonération de l'impôt sur les revenus en 2021-2022

L'association des contribuables mauriciens (MTPA) demande au gouvernement un relèvement du seuil d'exonération de l'impôt sur les revenus dans le cadre du futur budget 2021-2022. Cette demande vise à répondre à la hausse du coût de la vie qu'a entraîné la dépréciation de la roupie mauricienne (-19 % en 2020 par rapport à l'euro). L'association a également salué la décision du gouvernement de renoncer au taux fixe de 15 % pour l'imposition des revenus et d'introduire deux nouvelles tranches d'imposition à 5 % pour les revenus annuels inférieurs à 11 916 EUR et 10 % pour ceux compris entre 11 917 EUR et 14 259 EUR.

Ouganda

Accord entre les équipes du FMI et les autorités pour un programme de 1 Mds USD sur 3 ans

Dans un communiqué publié le 1 juin, le FMI a déclaré qu'un accord a été conclu lors d'une

visite virtuelle dirigée par le chef de sa division Afrique, Amine Mati. Il s'agira d'un programme de trois ans s'inscrivant dans le cadre de la Facilité Élargie de Crédit. Sous réserve de validation du programme par le conseil d'administration du Fonds, l'Ouganda recevra le prêt en trois versements, soit 330 MUSD par an. Le programme soutenu par le FMI soutiendra la nouvelle phase de réponse au COVID-19 et visera à renforcer les fondamentaux du pays en termes de croissance. L'accent sera mis notamment sur la gestion des revenus pétroliers ainsi que sur la lutte contre la corruption. La gestion des investissements publics, la réduction des arriérés antérieurs et le renforcement de la gestion de la trésorerie sont également des priorités pour le FMI. Maris Wanyera, directeur de la dette du ministère des Finances ougandais, a indiqué que le prêt a déjà été pris en compte dans les projections de la dette à venir et n'influencera pas le ratio dette/PIB. Ce point est particulièrement important car la dette totale de l'Ouganda a atteint un record de 65 820 Md UGX en 2020, soit un ratio dette/PIB de 49,9 % très proche du seuil des 50 % recommandé par le FMI pour les pays en développement.

Aide à l'emploi pour 300 000 jeunes dans le secteur de l'agriculture

L'agence d'aide humanitaire et de développement, *GOAL Uganda*, a lancé un programme d'aide sur cinq ans qui permettra à 300 000 jeunes ougandais issus des zones rurales d'accéder à un travail dans le secteur agricole. En partenariat avec le programme "*Young Africa Works in Uganda - Markets for Youths*" de la Fondation MasterCard, le programme ciblera directement 345 000 individus dont essentiellement des jeunes, des réfugiés et des personnes handicapés. L'aide permettra d'accéder à des services et produits financiers, d'acquérir des compétences dans la gestion d'entreprises ainsi que de faciliter l'intégration au marché agricole. L'agriculture est l'un des plus grands secteurs en Ouganda et présente de bonnes opportunités pour les 700 000 jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail (80 % de la population ougandaise a moins de 35 ans). La Fondation MasterCard en Ouganda s'est

également engagée à verser 200 MUSD au cours des dix prochaines années pour faciliter l'accès à l'emploi dans les domaines de l'agriculture, du tourisme, de l'hôtellerie et de la construction.

Rwanda

Signature d'accords entre la France et le Rwanda à la marge de la visite présidentielle

Trois accords ont été signés en marge de la visite du Président Macron au Rwanda. Le premier est une feuille de route des financements français au Rwanda : 500 MEUR seront déboursés au Rwanda sur la période 2019-2023 par l'AFD et la Direction générale du Trésor. L'AFD a déjà déployé, en 2019 et 2020, 132 MEUR dans les secteurs de l'éducation, du sport, de l'énergie, de la santé et du numérique. Pour la période 2021/23, 370 MEUR de financement au Rwanda devraient être engagés par l'AFD et la DGT dans les secteurs suivants de (i) la jeunesse, l'éducation et la francophonie, (ii) la santé et protection sociale (iii) le développement des infrastructures durables (eau, transports, énergie, urbanisation, climat, numérique, biodiversité, innovation) (iv) l'agro-écologie et (v) le soutien au secteur financier. Par ailleurs, un protocole financier d'un montant de 10 MEUR visant à l'achat d'équipements médicaux a formalisé un nouveau soutien de la France au Rwanda dans la réponse sanitaire à la crise de la COVID19. Enfin, la visite a permis la signature d'un don de l'AFD de 2 MEUR pour l'accompagnement du lancement et de la mise en œuvre de la politique du sport scolaire opérée par les ministères rwandais de l'Éducation et des Sports, comprenant également un appui programme ISONGA.

Seychelles

Signature d'un accord bilatéral entre les Seychelles et l'Angola

L'accord signé le 1er juin entre le ministre des Affaires étrangères et le nouvel ambassadeur angolais aux Seychelles définit le cadre et les

domaines au sein desquels auront lieu la coopération entre les deux pays. Les secteurs visés pour cet approfondissement des relations entre les deux pays sont le tourisme, l'agriculture et l'éducation. La capacité des Seychelles à former et inciter les jeunes à l'entrepreneuriat est un des domaines qui suscite l'intérêt de l'Angola selon Vivianne Fock Tave, secrétaire principale aux affaires étrangères. Le ministre des transports seychellois Anthony Derjacques a également annoncé que les deux pays espèrent concrétiser la mise en place effective des liaisons aériennes entre Victoria et Luanda en septembre 2021.

❖ Somalie

Pas de brève cette semaine

❖ Soudan

Apurement des arriérés de la Banque Africaine de Développement

Après le règlement des arriérés du Soudan avec la Banque mondiale fin mars, le règlement des arriérés de la Banque Africaine de développement est intervenu le 12 mai dernier, grâce aux mécanismes internes de la Banque et au prêt relais mis en place par la Grande Bretagne (148 M de livres) avec les concours de la Suède (4 MEUR) et de l'Irlande (150 000 EUR).

Poursuite de la vente aux enchères de devises et réduction de l'écart du SDG entre le marché officiel et parallèle

La Banque centrale du Soudan réaffirme son engagement d'organiser régulièrement des ventes aux enchères de devises à l'intention des importateurs. Il s'agit de la 3^{ème} vente depuis le début du mois de juin, pour un total proposé de 140 MUSD. Alors que le montant cédé lors de la première vente a été 16 MUSD sur un total de 40 MUSD, de nombreuses demandes ne respectant pas les conditions de la vente, les montants cédés lors des ventes suivantes ont été de 46

MUSD sur 50 MUSD lors de la seconde et la totalité de 50 MUSD lors de la troisième. Une quatrième vente, de 50 MUSD, est annoncée par la Banque centrale le 13 juin. Conséquence : le différentiel du taux de change du SDG entre le marché officiel et parallèle est passé de 16% à 3% seulement.

❖ Soudan du Sud

La production céréalière du Soudan du Sud en 2020 a augmenté de 874 400 tonnes métriques

Cela représente une croissance de 7% par rapport aux 818 500 tonnes métriques de 2019. L'ONU attribue l'augmentation de la production céréalière à des pluies favorables. Pour Meshack Malo, le représentant de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture au Soudan du Sud (FAO), cette croissance a beau être encourageante, seule une paix durable pourra permettre aux communautés de produire plus de nourriture et de sortir de l'aide humanitaire. En effet, l'insécurité alimentaire reste un défi de taille pour le pays : elle touche environ 7,2 millions de sud-soudanais, soit 60% de la population totale. La violence, la concurrence pour les ressources agricoles et les déplacements prolongés dus aux inondations, ont fortement érodé la résilience des communautés sud-soudanaises. Le rapport des Nations unies indique que sur les dix états du pays, seul l'Équatoria occidental a produit suffisamment de céréales pour que la FAO puisse en acheter localement. À l'inverse, les États de Jonglei, d'Unity et du Nil supérieur présentent les niveaux de déficit céréalier les plus élevés du pays et concentrent 50% des personnes en difficulté alimentaire du pays.

Tanzanie

Trois projets approuvés par la Banque Mondiale pour un financement combiné de 875 MUSD

Les fonds, apportés par l'Association internationale de développement (IDA), soutiendront les projets suivants: 300 MUSD pour le projet *Roads to Inclusion and Socioeconomic Opportunities-RISE*, ayant pour objectif d'améliorer l'accès à des routes en bon état dans les régions de Geita, Tanga, Lindi et Iringa; 425 MUSD pour le projet *Higher Education for Economic Transformation-HEET*, qui vise à améliorer l'environnement d'apprentissage des établissements d'enseignement supérieur et à assurer un meilleur alignement des formations sur les besoins du marché du travail; 150 MUSD pour le projet *Digital Tanzania* qui a pour objectif d'accroître l'accès à des services internet haut débit de qualité.

604 MUSD alloués par le Ministère de l'Énergie au projet de barrage hydroélectrique Julius Nyerere pour l'exercice 2021/2022

Le 2 juin, le ministre de l'énergie Médard Kalemani a présenté au parlement le budget annuel du ministère, s'élevant à 1 Md USD. Plus de la moitié du budget total (58,7 %) sera ainsi dédié à la construction du barrage situé sur la rivière Rufiji, dont le taux de réalisation aurait atteint 52,0 %. La construction du barrage avait été attribuée en décembre 2018 à deux entreprises égyptiennes, *Arab Contractors* et *Elsewedy Electric*, pour un montant total de 2,9 Mds USD. D'une capacité prévue de 2115 MW, ce barrage devrait augmenter la production nationale d'électricité de 5000 GWh par an.

Un prêt de 142 MUSD de la Banque Mondiale pour promouvoir l'accès à l'électricité à Zanzibar

Le 3 juin, la Banque Mondiale a approuvé ce financement dédié au projet *Zanzibar Energy Sector Transformation and Access Project (ZESTA)*. 117 MUSD seront accordés sous forme de prêt par l'Association internationale de développement (IDA) et le Fonds pour les technologies propres (FTC) complètera avec 22 MUSD sous forme de prêt et 3 MUSD sous forme de subvention. Ces fonds seront dédiés à la construction d'une centrale photovoltaïque couplée à une infrastructure de stockage sur l'île d'Unguja; à la modernisation et l'agrandissement du réseau de distribution d'électricité sur Unguja; au renforcement institutionnel des acteurs mettant en œuvre le projet (*Zanzibar Electricity Corporation – ZECO*, Ministère de l'Eau, Ministère de l'Énergie, Ministère des Minéraux et la *Zanzibar Utilities Regulatory Authority – ZURA*). Plus largement, le projet sera amené à soutenir des opportunités de carrières pour les femmes dans le secteur de l'énergie et à renforcer la résilience climatique de l'archipel.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON [anne-](#)

brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Philippe GALLI

Philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

Rwanda

Ambassade de France au Rwanda :

<https://rw.ambafrance.org/>

Contact : Lina BEN HAMIDA

lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi
(jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr).

Rédacteurs : SER de Nairobi et SE de l'AEQI.

Pour s'abonner :

Crédits photo :

sary.zoghely@dgtresor.gouv.fr

©DGTresor